

Choisir : un pas en avant ou deux pas en arrière

P. Bauby — B. Miega — P. Boedard — H. Rouillault

LE P.S.U. doit approfondir le débat stratégique commencé aux deux derniers conseils et en tirer les conséquences pratiques.

Pour cela, il faut d'abord tirer un bilan de la dernière période politique.

Celle-ci est marquée par de grandes initiatives autonomes du mouvement révolutionnaire : la campagne du Secours Rouge sur le procès de Burgos, la manifestation du 1^{er} Mai, la campagne des élections municipales, pour ne citer que ces trois exemples. Ces initiatives ont eu un impact important dans la classe ouvrière, elles ont renforcé le travail de masse quotidien sur les différents fronts de lutte, secondairement, elles facilitent le ralliement des militants honnêtes du P.C.F. (il leur est difficile, par exemple de justifier l'attitude de celui-ci lors du meeting d'Ordre Nouveau !). Elles montrent que cette politique est bien préférable à la tactique de parasitage du P.C.F., appelée Front Unique, que le P.S.U. avait pratiqué par exemple lors de la loi anticasseurs en mai 70.

Le P.C.F., lui, s'en rend compte et les initiatives autonomes des révolutionnaires sont pour beaucoup, dans son actuelle hystérie contre le « gauchisme », P.S.U. compris.

La politique que nous avons proposée au conseil national de Rouen 70, (1) et qui avait été alors minoritaire, le P.S.U. a été conduit à l'appliquer dans la pratique : priorité à l'affirmation autonome des masses et du mouvement révolutionnaire, sauf lors d'un certain nombre d'accords municipaux en contradiction complète avec l'évolution politique du parti. Ceux qui se sont obstinés au parasitage n'ont guère eu de succès dans ce domaine. De même, sur un autre terrain, la Ligue n'a trouvé que deux mille militants pour aller le 1^{er} Mai derrière la C.G.T., crier « le syndicat est l'arme de tous les travailleurs », puis « C.G.T. trahison » lorsqu'elle s'est fait aggraver. Où est la clarté dans une telle politique ?

Mais la période politique actuelle est surtout

marquée par l'approfondissement des luttes. D'abord, les luttes ouvrières, de la vague de séquestrations au mouvement des mineurs, à la lutte des Batignolles jusqu'à l'actuel mouvement parti de Renault ; mais aussi les luttes des vignerons et des paysans, celles du mouvement lycéen qui ont commencé à toucher massivement les lycées techniques et les C.E.T.

Cet approfondissement est cependant encore dispersé. Personne n'était capable en février de relier la lutte des Batignolles, celle des vignerons et le mouvement lycéen dans une même attaque contre l'Etat bourgeois et sur le même projet de transformation de la société ; c'est la première des questions sur laquelle nous allons revenir.

En ce qui concerne les luttes ouvrières, jusqu'à l'actuel mouvement il n'y a pas eu d'offensive générale mais persistance de la combativité marquée par de nombreux conflits contre l'offensive patronale d'intensification du travail et de liquidation de certains secteurs.

Ces luttes ont souvent un contenu égalitaire, anti-hiérarchique, elles refusent la politique contractuelle. Elles se caractérisent par des formes illégales des assemblées où tous s'expriment et décident. A la pointe de ces luttes, se développe un nouveau courant très divers : syndicalistes radicalisés, jeunes travailleurs et immigrés combatifs ; nous appellerons ce courant, dont l'importance varie avec l'intensité de la lutte, la « gauche ouvrière ».

C'est pour court-circuiter ce courant, et notamment les militants C.F.D.T. actifs dans les luttes, que le P.C.F. et la direction de la C.F.D.T. essayent de mettre sur pied le front C.G.T.-C.F.D.T., de façon à bloquer les luttes et à reconstituer l'unité de la gauche. Comment organiser ce courant ? Sur quelles perspectives quant à l'unification des luttes entre les usines et avec l'extérieur (elle est particulièrement décisive à un moment où le patronat durcit son attitude et où les luttes se multiplient). Tel est le second problème que nous allons poser ici.

Pour quelle société nous battons-nous ?

C'est la première question. La réponse ne se trouve pas dans l'abstrait mais dans le contenu souvent implicite des luttes actuelles, contenu qu'éclaire l'histoire du mouvement ouvrier. Personne n'a envie de se battre pour passer de la France à la Pologne, c'est-à-dire à une société où les usines ont simplement changé de directeur.

Il s'agit de lutter pour une société où tous les rapports sociaux soient transformés :

- une société où le pouvoir politique soit celui des conseils de travailleurs et non celui du seul parti d'avant-garde,

- une société où tout le monde fasse à la fois un travail manuel et un travail intellectuel, de façon à ce que les ouvriers et les techniciens puissent ensemble chercher à automatiser la production, à la rendre moins pénible, à reconvertir la production... Tout cela dans la perspective de former un homme nouveau manuel et intellectuel,

- une société où l'on détruise l'école actuelle qui reproduit la hiérarchie sociale, pour en construire une autre sous le contrôle des travailleurs,

- une société où s'opère la libération de la femme (suppression de la production domestique, éducation collective des enfants...!).

On le voit, une société où le processus de passage au communisme sera dirigé par le prolétariat lui-même, et non par une minorité de dirigeants, de cadres et de technocrates, quelle que soit leur compétence.

Cette société, nous sommes conscients qu'elle ne naîtra pas des urnes ou de la « démocratisation de l'Etat », mais que le peuple ne pourra l'édifier qu'en commençant par détruire, les armes à la main, l'ancienne société. Dans un pays comme la France, cette lutte ne prendra pas la forme de bases rouges ! Il faudra, dans le cadre d'un puissant mouvement gréviste passer de la violence défensive à l'offensive révolutionnaire contre l'Etat et ses appareils de répression, c'est-à-dire, faire l'insurrection armée des masses (2).

Cette nécessité de la violence révolutionnaire qu'implique le texte unanime de l'A.O.P. de Paris et que refuse explicitement celui de l'A.O.P. du Centre, n'est pourtant pas une découverte pour les travailleurs ; ils en font l'apprentissage quotidien dans leurs luttes, en étant capables d'opposer ce qu'ils estiment légitime à la légalité bourgeoise et en n'hésitant pas ainsi à prendre des formes de luttes illégales ou violentes.

Développer tout le potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière

On ne peut viser la destruction par les masses de la société bourgeoise et un pouvoir qui soit celui des masses sans que cela ne se prépare dès maintenant.

Il apparaît dès lors que le regroupement des révolutionnaires et le travail dans les syndicats ne suffisent pas pour qu'une gauche ouvrière s'affirme et dirige la lutte. Si les syndicats assurent encore un minimum de défense du pouvoir d'achat des travailleurs, ils ne sont pas le moyen de cette offensive ouvrière qui est nécessaire et possible.

De nombreux militants syndicalistes, voire des sections syndicales en particulier à la C.F.D.T., jouent souvent actuellement un rôle important pour cristalliser la combativité des travailleurs. Mais on voit aussi que cela ne suffit pas à l'expression de toute celle-ci et que les sections syndicales C.F.D.T. même avancées oscillent souvent entre l'accord avec la C.G.T. et le développement de la lutte.

Pour aller plus loin, il faut constituer « l'autonomie de lutte » de la classe :

- pousser à l'organisation démocratique de l'ensemble de la classe en période de lutte : assemblées sectorielles et générales où tous s'expriment et décident; comités de grèves élus par les travailleurs et révocables...

- chercher progressivement à constituer en une force autonome, de façon permanente, les travailleurs les plus combattifs dégagés par la lutte (des divers syndicats et non-syndiqués), à unir la révolte et l'expérience de la lutte. Ce processus sera lent, très variable suivant les usines, le niveau des luttes. C'est la direction qu'ont suivie par exemple, le comité de lutte de Caterpillar, la base ouvrière de Flins, malgré toutes leurs difficultés actuelles, il nous semble que c'est la bonne direction.

- pour accélérer ce processus, il faut des lieux où la gauche ouvrière des différentes usines pourra systématiser sa pratique.

Parallèlement, il faut développer l'autonomie prolétarienne à son niveau le plus achevé, en œuvrant à la constitution du parti révolutionnaire autour des ouvriers les plus combattifs.

L'enjeu du VII^e congrès

Pour certains camarades, il est clair qu'il s'agit de revenir en arrière (3). Sur le plan théorique, il s'agit

de remettre en cause toute l'avancée du P.S.U. Sur le plan stratégique, il s'agit de faire croire que le P.C.F. est encore « dans le camp anticapitaliste » comme le dit l'A.O.P. de Rhône-Alpes pour préparer l'alliance politique avec lui pour les législatives de 73, de façon à être l'aile gauche d'un gouvernement d'union démocratique. Sur le plan du P.S.U. cela veut dire lutter contre la direction du secteur entreprise et contre le courant de gauche.

Pour nous, un gouvernement d'union démocratique n'a rien à voir avec le pouvoir révolutionnaire. Il faudra clairement démontrer la nature de classe de ce gouvernement (une gérance loyale du système capitaliste), mobiliser les masses pour le déborder, l'abattre et édifier leur pouvoir.

Nous pensons au contraire que ce congrès doit être un pas en avant, il doit partir des luttes de masses actuelles et des initiatives du mouvement révolutionnaire pour définir les axes de la société pour laquelle nous nous battons, les principaux éléments de stratégie et en tirer les conséquences en continuant de rompre avec l'héritage de la social-démocratie, au sein du P.S.U.

(1) Voir le texte dans le bulletin intérieur numéro 1.

(2) Car l'insurrection armée du parti, elle ne réussit jamais.

(3) Voir le rapport présenté par Michel Rocard à la D.P.N. de février paru dans « Directives ».